



## Chômage et attitudes politiques

Bruno Cautrès, Sylvain Brouard

► **To cite this version:**

Bruno Cautrès, Sylvain Brouard. Chômage et attitudes politiques : Rapport réalisé dans le cadre du Baromètre politique français 2006-2007 (vague 2, 11-26 septembre 2006). 2006. hal-00972742

**HAL Id: hal-00972742**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-00972742>**

Submitted on 3 Apr 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## **Le Baromètre Politique Français (2006-2007)**

**2<sup>ème</sup> vague – Automne 2006**

### **CHOMAGE ET ATTITUDES POLITIQUES**

Bruno Cautres et Sylvain Brouard

*Les données du BPF 2006-2007 ont été produites par le CEVIPOF avec le soutien du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. Le BPF 2006-2007 se déroule en quatre vagues de mars 2006 à janvier 2007, réalisées par l'IFOP.*

*Les données seront déposées au Centre de données socio-politiques de Sciences Po.*

# Chômage et attitudes politiques

## Introduction

Depuis plus de vingt ans les questions du chômage et de l'emploi viennent en premier dans la hiérarchie des problèmes qui préoccupent les Français. C'est l'ampleur et la persistance d'un chômage élevé, qualifié d'ailleurs de « chômage de masse », qui expliquent la perception par les électeurs de ces questions. La vie politique et socio-économique de la France est effectivement sous l'emprise du prisme du chômage dont rien ne semble pouvoir atténuer les effets. Le fort degré de pessimisme dans l'avenir et la faible confiance dans les grandes familles politiques de gauche et de droite que la première vague du Baromètre Politique Français avait révélés, sont toujours là dans sa seconde vague, réalisée hors contexte de contestation du CPE. Le sentiment qu'ont les électeurs français que l'on a, depuis plus de vingt ans, changé les équipes au pouvoir mais conservé les problèmes du chômage est d'ailleurs l'un des symptômes importants de cette situation à la fois d'inquiétude et de défiance.

Dans ce contexte, ce rapport souhaite revenir sur une question pour le moins paradoxale : en dépit de cette expérience d'un « chômage de masse » en France, les chômeurs sont-ils marqués dans leurs rapport à la politique et dans leurs attitudes politiques par la situation de perte d'emploi ? Les acteurs de la politique de l'emploi rappellent en effet souvent qu'être chômeur n'est pas un « statut » mais un état transitoire dans une trajectoire de vie professionnelle. Si le fait de perdre temporairement son emploi n'a sans doute pas les mêmes conséquences personnelles que le perdre définitivement ou presque, n'est-on pas dans tous les cas de figure avant tout marqué par son appartenance antérieure à des groupes définis par l'âge, le diplôme, les valeurs politiques et l'expérience professionnelle ? Sans permettre de répondre à toutes ces questions, puisque l'analyse du rapport à l'emploi n'est pas son objet, le Baromètre Politique Français permet d'avancer un certain nombre d'éléments d'explications. Ces explications passent en particulier par une comparaison systématique des chômeurs et des actifs. Ce rapport exclut de son champ d'analyse les retraités et ceux qui n'ont jamais été actifs : il se concentre sur la comparaison des chômeurs avec les actifs des mêmes professions que celles exercées auparavant par ces mêmes chômeurs.

## I - Le chômage dans la France de 2006 et dans les données du BPF

Il est important, avant d'analyser les liens entre expérience vécue du chômage et attitudes politiques, de brosser à grands traits un tableau sociologique d'ensemble du chômage en France en 2005/2006 (tableau 1). Le taux de chômage en France en 2005 est, selon l'INSEE, de 9.8% de la population active, un taux plus élevé que la moyenne des 25 pays membres de l'Union européenne (8.7%). Le « chômage de masse » est durablement installé en France et se maintient à un niveau plus élevé que ses proches voisins à l'exception de l'Allemagne également marquée par un taux de chômage proche de 10% : 4.7% au Royaume Uni, 7.7% en Italie, 8.4% en Belgique, 9.2% en Espagne.

*Rappel sociologique sur le chômage en France aujourd'hui*

**Tableau 1 : Le chômage dans la France de 2006**

	2005	2004	2003
<b>Nombre de chômeurs (en milliers)</b>	<b>2 717</b>	<b>2 734</b>	<b>2 682</b>
<i>dont : hommes</i>	<i>1 328</i>	<i>1 330</i>	<i>1 300</i>
<i>dont : femmes</i>	<i>1 389</i>	<i>1 404</i>	<i>1 383</i>
<b>Taux de chômage (en %)</b>	<b>9,8</b>	<b>9,9</b>	<b>9,8</b>
Hommes	9,0	9,0	8,8
Femmes	10,8	11,0	11,0
15-29 ans	17,3	17,4	16,7
30-49 ans	8,3	8,3	8,2
50 ans ou plus	6,7	7,1	7,2
Cadres et professions intellectuelles supérieures	4,9	4,8	4,1
Professions intermédiaires	5,5	5,9	5,0
Employés	10,3	10,2	9,1
Ouvriers	12,5	12,3	10,9

France métropolitaine, individus de 15 ans et plus

*Source : Insee, enquêtes sur l'emploi.*

Ce sont principalement les jeunes de 15 à 25 ans, les ouvriers et les femmes qui sont concernés tandis que dans les milieux sociaux où l'on compte plus de diplômés de l'enseignement secondaire ou supérieur (professions intermédiaires, cadres et professions intellectuelles supérieures) le taux de chômage est divisé par deux.

En moyenne en 2005, 2 717 000 personnes sont au chômage, au sens du BIT, en France, soit une légère baisse par rapport à 2004. Selon cette enquête, le taux de chômage s'établit ainsi à 9,8 % contre 9,9 % en 2004. Seules les femmes ont bénéficié de cette baisse, tout particulièrement celles de 50 ans ou plus (- 0,6 point) et dans une moindre mesure les moins de 30 ans. Au total, le chômage des jeunes hommes n'ayant pas progressé, le taux de chômage de l'ensemble des 15-29 ans s'est stabilisé à 17,3 % après deux années de forte hausse. Le taux de chômage des adultes (30-49 ans) est lui aussi étale (8,3 %), tandis que celui des 50 ans ou plus revient pratiquement à son niveau de 2002.

Le chômage continue d'augmenter pour les ouvriers (taux de 12,5 % en 2005) alors qu'il est en repli pour les professions intermédiaires, les rapprochant ainsi des cadres (respectivement 5,5 % et 4,9 %). Les personnes sans diplôme ou titulaires du certificat d'études restent de loin les plus touchées par le chômage : leur taux de chômage augmente pour atteindre 15 % en 2005. Les diplômés de l'enseignement supérieur, court ou plus long, ont un risque de chômage de deux à deux fois et demi moindre. Entre 2004 et 2005, le taux de chômage des titulaires d'un diplôme supérieur à bac+2 diminue de 7,5 % à 7,0 % tandis que celui des titulaires d'un DUT ou d'un BTS progresse de 7,1 % à 7,4 %. Celui des bac+2 dans leur ensemble, malgré une progression régulière, demeure le plus bas (6,6 %), en raison du faible risque de chômage des titulaires d'un diplôme des écoles paramédicales et sociales qui travaillent principalement dans le secteur public.

Remarquons pour finir une particularité du chômage en France : la part des chômeurs de longue durée est importante et repart depuis quelques mois à la hausse. Ainsi, l'on compte en 2005, 1 156 000 personnes qui sont au chômage depuis au moins un an, notamment parmi les jeunes et les femmes.

### *Le chômage et sa sociologie dans le Baromètre Politique Français*

Le tableau sociologique dressé précédemment est basé sur les enquêtes Emploi de l'INSEE. Le Baromètre Politique Français n'a pas la même vocation que ce type d'enquêtes et ne porte pas sur la même population de référence. Nous devons donc dans un premier temps établir que le BPF permet,

légitimement, d'étudier le chômage avant d'en utiliser les données pour analyser les effets du chômage. Il nous faut nous assurer que les données du BPF permettent de reconstituer de manière suffisamment correcte la sociologie du chômage. La question se pose dans la mesure où les enquêtes qui n'ont pas comme premier objectif de mesurer la situation sociale des enquêtés souffrent souvent d'un déficit en nombre de personnes interrogées au chômage ou en difficulté socioprofessionnelle.

La seconde vague du BPF enregistre un niveau de chômage de 6.2% parmi les 5647 personnes interrogées, soit trois points et demi plus bas que le taux de chômage enregistré par l'INSEE en 2005. La première explication tient à un effet mécanique de baisse liée au fait que le BPF ne porte que sur les plus de 18 ans tandis que les données de l'INSEE enregistrent également le chômage des 15-18 ans. La seconde explication tient au fait que le BPF est réalisé auprès d'électeurs inscrits sur les listes électorales, ce qui ajoute un filtre sociologique supplémentaire. Le niveau de chômage enregistré dans les deux types d'enquêtes (enquête Emploi de l'INSEE et BPF) ne peut être comparé terme à terme et simplement. Il reste à remarquer néanmoins que le taux de chômage enregistré dans le BPF est mieux estimé que dans les précédentes enquêtes électorales : en 2002, et pour 9.1% de la population active au chômage, la première vague du Panel électoral français n'enregistrait que 5% de chômeurs.

Si la mesure du niveau de chômage parmi un échantillon d'électeurs ne reflète pas exactement la réalité du taux de chômage au sens du BIT, la sociologie du phénomène reste en revanche largement la même comme le montre le tableau 2. On a comparé les deux premières vagues du BPF de manière à s'assurer de la stabilité des contours sociologiques du chômage dans le cadre d'une enquête dont la vocation première n'est pas la mesure de la situation sociale des enquêtés. Les écarts entre groupes que l'on constate dans le tableau 2 sont d'une ampleur comparable à ceux l'on constate dans le tableau 1 : les femmes, les jeunes de 18 à 29 ans, les employés et les ouvriers sont, plus que tout autre groupe, concernés par la situation de chômage dans la seconde vague du BPF. Ces contours sociologiques du chômage étaient déjà bien reconstitués par la première vague du BPF. Nos enquêtes constituent ainsi une base solide pour l'analyse des effets du chômage. Malgré un taux de chômage d'un peu plus de 6% seulement, la taille des échantillons du BPF autorise une analyse assez fine des choses même si seuls 350 de nos 5647 répondants sont en situation de chômage.

**Tableau 2 : La sociologie des chômeurs dans les données du Baromètre Politique Français**

	<b>BPF Vague 1</b>	<b>BPF Vague 2</b>
<b>Taux de chômage</b>	6.7%	6.2%
<b>Genre</b>		
Hommes	6.2	6.0
Femmes	7.2	6.4
<b>Age</b>		
18-29 ans	11.2	10.6
30-49 ans	8.1	7.3
50 ans et plus	3.3	3.1
<b>Profession</b>		
Cadres et professions intellectuelles supérieures	4.3	3.9
Professions intermédiaires	6.6	7.0
Employés	9.2	7.7
Ouvriers	9.5	8.2

Nous pouvons, sur des bases sociologiques fiables, utiliser les données du BPF pour analyser les effets de l'expérience du chômage sur les attitudes politiques. Un certain nombre de limites sont néanmoins inhérentes à nos données et notamment le fait que nous ne disposons pas d'informations sur la durée du chômage (donnée néanmoins disponible dans la Vague 1). De même, avons-nous mesuré par un seul item de réponse le fait d'être au chômage et le fait de rechercher un premier emploi ; il est heureusement possible de séparer ces deux situations triant les chômeurs selon leur ancienne profession ce qui exclut du champ de l'analyse ceux qui recherchent un premier emploi.

C'est dans cette définition restreinte du chômage que nous avons développé nos analyses : **il s'agit en effet de savoir si un « effet chômage » existe qui ne soit pas réductible aux effets de l'appartenance précédente à une catégorie socio-professionnelle.**

## II - Chômage et attitudes politiques

On trouve, dans la tradition sociologique, deux idées centrales à propos de l'expérience vécue du chômage, qui ont largement orienté les enquêtes et leurs résultats. Dans une perspective tracée par Lazarsfeld en 1932 (*Les chômeurs de Marienthal*), reprise par Dominique Schnapper par exemple, ces deux idées tiennent ainsi :

- 1) le chômage est un « stigmaté » qui marque de manière indélébile l'ensemble de l'expérience vécue des individus qui le connaissent : il y a un effet repérable et durable de l'expérience du chômage même pour ceux qui retrouvent les chemins de l'emploi ;
- 2) le chômage est envisagé comme un pan d'une situation forcément dichotomique opposant les chômeurs aux non chômeurs, non seulement du point de vue de leurs intérêts respectifs sur le marché du travail mais aussi du point de vue de leurs attitudes sociales et politiques.

### *Chômage et politisation*

Afin de tester l'hypothèse que le chômage est une expérience qui conduit à des attitudes politiques spécifiques, il faut comparer non pas simplement les chômeurs aux actifs, mais les chômeurs ayant exercé une activité professionnelle aux actifs des mêmes professions. On peut ainsi départager deux interprétations concurrentes : soit l'existence d'une « effet chômage » spécifique, qui viendrait perturber les liens entre milieu social et attitudes politiques ; soit la prédominance d'un « effet profession », qui perdurerait en dépit de l'expérience du chômage.

Le tableau 3 manifeste clairement que, pour le cas des indicateurs de politisation (comme l'intérêt pour la politique ou l'intensité de la proximité partisane) c'est davantage la seconde hypothèse qui l'emporte. Des écarts existent sans doute entre chômeurs et actifs des mêmes professions que celles exercées auparavant par les chômeurs mais ces écarts sont moins importants que ceux qui séparent les groupes professionnels entre eux, qu'il s'agisse de leurs actifs ou de leurs chômeurs. Les écarts entre chômeurs et actifs au sein des professions vont généralement dans le sens **d'une moins forte politisation des chômeurs**, sans que cela ne constitue la règle, des cas inverses existant.



**Tableau 3 : Chômage, activité et politisation (% en lignes)**

Déclarent ...	être intéressés par la politique (beaucoup et assez)	être prêt à manifester (tout à fait et plutôt)	avoir participé à toutes les élections	être proches d'un parti politique (très et plutôt proches)
Chômeurs anciens cadres	90*	50	50*	85*
Cadres en activité	69	50	48	67
Chômeurs anciens intermédiaires	59	55	26	50
Intermédiaires en activité	51	50	48	62
Chômeurs anciens employés	30	33	37	48
Employés en activité	31	42	43	53
Chômeurs anciens ouvriers	29	42	50	64
Ouvriers	31	41	49	41
Moyenne	45	41	51	61

*BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.*

*Exemple de lecture : sur 100 chômeurs dont la dernière profession était ouvrière, 29% déclarent avoir beaucoup ou assez d'intérêt pour la politique. Le signe « \* » désigne des effectifs faibles, inférieurs à 10 individus. La catégorie « cadres » désigne le groupe des cadres supérieurs et professions intellectuelles supérieures. La catégorie « intermédiaires » désigne le groupe des professions intermédiaires. Ce mode de lecture vaut pour tous les tableaux.*

Il n'est en fait pas étonnant que la politisation, produit d'une socialisation à la politique construite sur une temporalité longue, ne soit pas autant affectée par l'expérience du chômage que par l'appartenance de longue durée à un groupe social. Les données du BPF ne permettent néanmoins pas de pousser plus loin l'analyse des effets de durée dans le chômage. Approcher de manière plus précise la réalité de l'expérience du chômage reposerait bien sûr sur la prise en compte de cette durée.

A défaut, il nous semble important de faire entrer dans l'analyse les effets de l'âge compte-tenu de la forte dimension d'âge dans la propension à être touché par le chômage. Une telle analyse est néanmoins limitée dans la mesure où les effectifs de chômeurs dans notre échantillon (N=350) ne permettent pas d'extrapoler au-delà de quelques cas. On peut cependant remarquer que les effets du chômage, sans être inexistantes, sont globalement plus faibles que ceux de l'âge en matière de politisation : ainsi les écarts constatés en matière de fort intérêt pour la politique entre les plus jeunes

(18-29 ans) des chômeurs et des actifs sont compris dans une fourchette de 0 à 14 points tandis qu'il sont compris dans une fourchette de 3 à 21 points chez les plus âgés (les 50-64 ans). Lorsque des écarts existent, que cela soit pour les plus jeunes ou les plus âgés, entre chômeurs et actifs, ils ne le sont pas à nouveau dans une direction univoque : 56% des chômeurs de plus de 50 ans qui ont exercé comme dernier métier une profession intermédiaire se déclarent intéressés par la politique, tandis que seuls 53% des actifs du même groupe le sont ; mais pour les employés ces pourcentages sont respectivement de 27 et 38%. Globalement, il faut observer que « l'effet chômage » lorsqu'il se manifeste joue surtout chez les plus âgés. Ces deux traits d'analyse (effet âge plus net que effet chômage et, pour ce dernier, écarts plus nets chez les plus âgés) se manifestent dans le cas de l'indicateur de fréquence du vote depuis qu'on a le droit de vote.

### *Chômage et confiance dans l'avenir*

De cette première analyse ressort l'idée que les effets du chômage ne se laissent, pour le moment, pas facilement saisir, sauf chez les plus de cinquante ans où ils apparaissent de manière plus régulière et plus cohérente. Qu'en est-il dès lors que l'on quitte les indicateurs de rapport à la politique et que l'on s'intéresse à des indicateurs de confiance dans l'avenir en matière sociale et politique ?

**Tableau 4 : Chômage, activité et confiance sociale et politique (% en lignes)**

Déclarent...	que l'élection présidentielle va changer les choses (beaucoup et assez)	que la France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui	être optimistes sur la situation économique du pays dans six mois (très et assez optimistes)	s'en sortir facilement avec les revenus de leur foyer (très et assez facilement)
Chômeurs anciens cadres	60*	60	50*	42
Cadres en activité	43	63	55	80
Chômeurs anciens intermédiaires	38	37	16	21
Intermédiaires en activité	36	37	35	57
Chômeurs anciens employés	33	20	14	30
Employés en activité	39	26	28	38
Chômeurs anciens ouvriers	33	27	24	20
Ouvriers	36	20	33	41
Moyenne	40	33	36	47

*BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.*

De manière assez claire, les données du tableau 4 illustrent un « effet chômage » beaucoup plus fort et net que pour le tableau 3. Remarquons les diverses situations présentées dans le tableau 4. Pour les deux premières colonnes, qui concernent des items de réponses plus généraux et moins impliquant du point de vue de la situation sociale personnelle, les écarts continuent d'être plus marqués d'une catégorie sociale à une autre, en particulier pour l'item de réponse sur l'ouverture de la France au monde : on constate alors un forte coupure entre catégories sociales aisés et intermédiaires et catégories populaires. Les écarts dus au chômage au sein de ces deux groupes existent mais ne sont pas aussi forts. En revanche, les deux dernières colonnes manifestent la **présence d'un très net « effet chômage » : en matière d'optimisme sur la situation économique du pays et d'optimisme sur sa propre situation prise sous l'angle des revenus**, les écarts sont très importants au sein de chaque catégorie sociale entre chômeurs et actifs. Les chômeurs, quelque soit leur ancienne profession, n'ont jamais majoritairement un sentiment optimiste, le pessimisme étant particulièrement marqué parmi les chômeurs ayant auparavant exercé des métiers d'employés ou d'ouvriers.

### *Chômage et orientations politiques*

Ce pessimisme socio-économique des chômeurs se traduit-il du point de vue de leurs orientations politiques ?

La position déclarée sur une échelle gauche-droite recodée entre quatre grands groupes ne fait pas apparaître de tendance unique dans nos données. Trois situations peuvent être identifiées :

- **pour certains, comme les cadres et les ouvriers, le chômage correspond à un positionnement plus à gauche et moins à droite que chez les actifs** ; cet « effet chômage » est particulièrement important chez les ouvriers où l'on ne rencontre pas de taux aussi élevés de position à gauche que parmi les chômeurs issus de ce groupe.
- **pour d'autres, comme les employés et les professions intermédiaires, c'est l'inverse qui se produit** ; remarquons néanmoins que même devenus chômeurs, les anciens employés et membres des professions intermédiaires ne se classent pas autant à droite que la moyenne de notre échantillon : en d'autres termes, « l'effet profession » persiste.
- enfin, le chômage correspond dans deux cas sur trois comparables (et non sur quatre compte tenu des problèmes d'effectifs dans les cases) à un très net accroissement des réponses « ni de gauche, ni de droite ».

Cette analyse ne se retrouve pas complètement lorsque l'on considère la proximité partisane précise (tableau 6) : **être au chômage accroît alors la propension à se déclarer assez ou très proche d'un parti politique d'extrême gauche** mais décroît en contrepartie la propension à être proche d'un parti politique de gauche. Les différences entre classement sur l'axe gauche-droite et proximité partisane montrent la difficulté pour les partis de la gauche de gouvernement de capter, sur leurs discours en matière de lutte contre le chômage, un électorat populaire plus touché que les autres par le chômage et plus susceptible d'adhérer à des discours d'extrême gauche sur ces questions.

**Tableau 5 : Chômage, activité et positionnement sur l'échelle gauche-droite (% en lignes)**

Se déclarent...	A gauche	Au centre	A droite	Ni à gauche, ni à droite
Chômeurs anciens cadres	40	25*	20*	15*
Cadres en activité	34	18	24	25
Chômeurs anciens intermédiaires	31	6*	20	43*
Intermédiaires en activité	39	13	19	29
Chômeurs anciens employés	17	10	22	51
Employés en activité	25	11	16	47
Chômeurs anciens ouvriers	42	15	8*	35
Ouvriers	24	11	16	47
Moyenne	25	14	24	34

*BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.*

**Tableau 6 : Chômage, activité et proximité partisane précise (% en lignes)**

Se déclarent...	Extrême gauche	Gauche	Droite	FN	Aucun
Chômeurs anciens cadres	-	50*	50*	-	-
Cadres en activité	3	45	50	1*	1*
Chômeurs anciens intermédiaires	14	49	29	5*	3*
Intermédiaires en activité	6	55	28	6	6
Chômeurs anciens employés	21	36	15	16	13
Employés en activité	13	44	25	10	7
Chômeurs anciens ouvriers	28	53	9*	7*	3*
Ouvriers	18	41	24	12	5
<b>Moyenne</b>	<b>10</b>	<b>43</b>	<b>34</b>	<b>8</b>	<b>5</b>

*BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses et les réponses indiquant d'autres partis politiques ont été exclues des calculs.*

#### *Chômage et systèmes d'attitudes politique*

Les chômeurs disposent-ils de systèmes d'attitudes politiques spécifiques, au sens de systèmes de valeurs générales ? Pour répondre à cette question, nous avons utilisé tout un ensemble d'indicateurs offerts par le BPF et que l'on peut ranger en trois catégories qui concernent l'adhésion ou l'opposition aux valeurs du libéralisme économique, l'ouverture de la France sur le monde et le libéralisme culturel ou l'universalisme.

Nous avons utilisé, pour réaliser les analyses suivantes, une même technique d'analyse des données permettant à chaque fois et pour ces trois dimensions de construire des échelles d'attitudes mesurant de manière synthétique un trait latent chez nos répondants allant des attitudes les plus positives aux attitudes les plus négatives. Pour les attitudes vis-à-vis du libéralisme économique, nous avons construit une échelle d'attitudes à partir de cinq questions disponibles dans la vague 2 du BPF : l'opinion selon laquelle l'Etat doit donner plus de liberté aux entreprises et les connotations positives ou négatives des mots « profit », « services publics », « socialisme » et « libéralisme ». Pour les attitudes vis-à-vis de l'ouverture de la France au monde, nous avons retenus trois indicateurs : l'opinion selon laquelle la France doit s'ouvrir ou au contraire se protéger davantage du monde d'aujourd'hui et les connotations positives ou négatives des mots « Union européenne » et « mondialisation ». Enfin, pour les attitudes universalistes, celles qui marquent la tolérance aux autres

et le libéralisme culturel, nous avons retenus les opinions sur l'homosexualité et la peine de mort ainsi que les connotations positives ou négatives associées aux mots « islam » et « immigrés ».

Dans chacun des trois cas, nous faisons l'hypothèse que les indicateurs retenus mesurent ensemble une dimension d'attitude ; nous avons choisi pour les traiter simultanément une analyse factorielle des correspondances multiples. Le premier facteur de cette analyse attribue à chacun des 5647 individus interrogés une note qui constitue le meilleur codage possible de ces individus dans l'espace des indicateurs : ce facteur oppose les items de réponse « négatifs » aux items de réponse « positifs » vis-à-vis de chacune des trois dimensions d'attitudes. Sur ce continuum de notes, chacun des 5647 individus obtient une note d'autant plus forte que ses réponses s'approchent du type « idéal » où toutes les réponses données sont positives et favorables. Pour faciliter l'analyse et la présentation de résultats, nous avons choisi de découper ces scores selon les valeurs de leurs quartiles, c'est-à-dire d'obtenir quatre groupes d'individus de taille égale puis de regrouper ces quatre groupes en deux : on obtient ainsi un découpage de notre échantillon en deux groupes de taille égale, l'un qui regroupe ceux qui ont des attitudes favorables au libéralisme économique, l'autre ceux qui ont des attitudes opposées. C'est la raison pour laquelle, pour certains tableaux qui suivent (tableaux 7, 9 et 10), nous indiquons des pourcentages moyens de 50-50%.

Constate-t-on, tout d'abord la présence, d'un « effet chômage » en matière d'adhésion ou de rejet des valeurs du libéralisme économique parmi ceux qui sont en situation de chômage ? **Cet effet joue dans un sens attendu parmi les employés et les ouvriers : lorsqu'il sont au chômage, leur rejet des valeurs du libéralisme économique est majoritaire, voire très largement majoritaire pour les ouvriers. En revanche, cet effet ne fonctionne pas parmi les cadres supérieurs et s'inverse pour les professions intermédiaires.** Il faut noter à cet égard que compte tenu de l'ampleur de l'emploi public parmi les professions intermédiaires, ceux d'entre eux qui sont au chômage viennent de milieux professionnels bien spécifiques : contremaîtres, personnels non titulaires par exemple.

**Tableau 7: Chômage, activité et attitudes vis-à-vis du libéralisme économique (% en lignes)**

Se déclarent...	Favorables au libéralisme économique	Défavorables au libéralisme économique
Chômeurs anciens cadres	55	45
Cadres en activité	56	44
Chômeurs anciens intermédiaires	52	48
Intermédiaires en activité	41	59
Chômeurs anciens employés	48	52
Employés en activité	51	49
Chômeurs anciens ouvriers	37	63
Ouvriers	43	57
Moyenne	50	50

BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.

**Tableau 8: Chômage, activité et attitudes face aux valeurs de l'égalité et de la liberté (% en lignes)**

	La liberté	L'égalité
Chômeurs anciens cadres	59	41
Cadres en activité	45	55
Chômeurs anciens intermédiaires	54	46
Intermédiaires en activité	44	56
Chômeurs anciens employés	36	64
Employés en activité	43	57
Chômeurs anciens ouvriers	41	59
Ouvriers	45	55
Moyenne	48	52

BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.

Ces segmentations vis-à-vis du libéralisme économique traduisent-elles des phénomènes d'attitudes plus larges, par exemple en termes de choix entre les valeurs de l'égalité et celles de la liberté ? – tableau 8). **« L'effet chômage » ne joue pas dans le même sens dans les catégories sociales supérieures ou moyennes et dans les catégories sociales populaires** : dans le premier cas, cet effet joue à la baisse vis-à-vis des valeurs de l'égalité tandis que dans le second cas, il joue à la hausse : 64% des chômeurs dont la dernière profession était parmi les employés et 59% lorsqu'ils étaient ouvriers se déclarent avant tout favorables à l'égalité plutôt qu'à la liberté. **Tout se passe comme si, dans les milieux sociaux à fort capital économique ou culturel, l'expérience du chômage renforçait l'adhésion aux valeurs de liberté (« self-help »), tandis que dans les milieux sociaux moins dotés en ressources pour faire face à cette expérience, on misait davantage sur les valeurs d'égalité et sans doute de solidarité.** La conclusion que tirent ces deux types de milieux sociaux en matière de moyens pour s'en sortir, face au chômage, n'est donc pas du tout la même. Le soutien aux valeurs d'égalité que l'on rencontre à un niveau élevé chez les actifs des catégories de cadres supérieurs et de professions intermédiaires constitue davantage que dans les milieux moins aisés une adhésion de principe ; lorsque vient l'expérience du chômage, ce soutien idéologique décline, montrant ainsi la force de « l'effet chômage » pour des milieux sociaux qui en sont davantage protégés habituellement. En revanche, le soutien que l'on apporte aux valeurs d'égalité parmi les milieux populaires actifs sort renforcé de l'expérience du chômage, comme si celle-ci venait conforter l'adhésion à des valeurs qui reposent sur une vision du monde alternative à celle de la liberté individuelle.

La théorie psycho-sociale de l'attribution nous invite à regarder si les chômeurs attribuent leur sort à des phénomènes ou à des groupes qui seraient rendus responsables du chômage. Nos données ne permettent pas de disposer de tous les indicateurs que la vérification de cette théorie nécessiterait. Elles permettent néanmoins d'appréhender en partie ces questions : les chômeurs sont-ils, par exemple, moins favorables à l'ouverture de la France sur le monde d'aujourd'hui ? Ont-ils plus de préjugés en matière de libéralisme culturel ? On sait en effet que des liens étroits unissent l'ouverture sur le monde à la tolérance et que ces deux dimensions se rencontrent souvent parmi eux qui sont les mieux dotés en capital scolaire et professionnel leur permettant d'aborder avec plus de confiance le monde changeant d'aujourd'hui.



**Tableau 9: Chômage, activité et attitudes face à l'ouverture de la France (% en lignes)**

Se déclarent...	Favorables à l'ouverture	Défavorables à l'ouverture
Chômeurs anciens cadres	60	40
Cadres en activité	74	26
Chômeurs anciens intermédiaires	46	54
Intermédiaires en activité	51	49
Chômeurs anciens employés	27	73
Employés en activité	42	58
Chômeurs anciens ouvriers	36	64
Ouvriers	39	61
Moyenne	50	50
<i>BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.</i>		

**Tableau 10 : Chômage, activité et attitudes universalistes (% en lignes)**

	Attitudes universalistes	Attitudes anti-universalistes
Chômeurs anciens cadres	85	15*
Cadres en activité	83	17
Chômeurs anciens intermédiaires	56	44
Intermédiaires en activité	69	31
Chômeurs anciens employés	38	62
Employés en activité	45	55
Chômeurs anciens ouvriers	56	44
Ouvriers	42	58
Moyenne	50	50

*BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.*

Les tableaux 9 et 10 montrent clairement que dans la plupart des cas, **le chômage engendre effectivement une moindre disponibilité pour accepter une France ouverte dans un monde qui bouge et les valeurs de l'universalisme qui correspondent sociologiquement à cette situation.** On constate, à quelques exceptions près, un « effet chômage » assez net, l'un des plus importants constatés dans les données du BPF : l'adhésion aux valeurs d'une France ouverte sur l'Europe et la mondialisation chute de 14 points chez les cadres supérieurs touchés par le chômage même s'ils restent sur cette dimension comme en matière d'universalisme marqués par une vision « ouverte » de la société. Ce sont surtout les employés qui semblent touchés dans leurs systèmes de valeurs par l'expérience du chômage : les valeurs de l'ouverture (27%) et de l'universalisme (38%) sont au plus bas lorsqu'ils sont en situation de chômage.

### III- Les dimensions subjectives du chômage

Le niveau élevé du taux de chômage en France vis-à-vis d'autres pays européens, explique bien entendu que la question de l'emploi soit au cœur des débats publics et des sujets de préoccupation des Français, tout comme l'ensemble des questions sociales. Selon la vague 2006 de l'enquête barométrique réalisée par la DREES, le chômage vient en tête des problèmes cités aujourd'hui par les Français (pour 43 % des Français, 14 points de plus par rapport à 2002), tandis que la délinquance et l'insécurité passent en troisième position (12 % des Français, 22 points de moins par rapport à 2002). La délinquance et la sécurité sont désormais dépassés par « la pauvreté, l'exclusion » (pour 19 % des Français) et devancent de peu « les inégalités sociales » (11 %). Les priorités données au chômage comme à la pauvreté et l'exclusion attestent, comme toutes les enquêtes disponibles le confirment, d'un niveau de préoccupation profond et durable des Français sur ces questions.

La seconde vague du Baromètre Politique Français permet de prolonger et de compléter ce type d'analyse du chômage non plus seulement vécu mais aussi perçu. C'est cette dimension du chômage que nous qualifions de « subjective ». On dispose, dans la seconde vague du BPF, de deux indicateurs qui appréhendent la perception qu'ont les répondants du chômage et de la situation de l'emploi : sa place parmi une liste de préoccupations<sup>1</sup> et un indicateur d'opinion sur la baisse ou la hausse perçues du chômage. Ce second indicateur est disponible dans deux versions, une expérimentation ayant été conduite en posant de deux manières différentes la question : on demandait en effet aux répondants d'indiquer si d'après eux le chômage avait, au cours des derniers mois, plutôt augmenté, diminué ou était resté stable « en France » et « là où vous habitez ». On peut en effet faire l'hypothèse que les perceptions du climat économique sont différentes selon que le point d'observation est général et lointain (« en France ») ou plus précis et proche (« là où vous habitez »).

---

<sup>1</sup> En 2002, la première vague du Panel électoral français montrait que le chômage était cité comme premier sujet de préoccupations par 33.4% des électeurs français et que plus de 60% le citaient parmi les trois problèmes les préoccupant le plus.

## *Le chômage comme problème principal de la France*

Qu'en est-il tout d'abord en matière de place occupée par le chômage parmi une liste de problèmes perçus comme importants aujourd'hui pour la France ?

La seconde vague du BPF montre une très grande stabilité dans la hiérarchie des préoccupations des français lorsqu'on la compare aux résultats de la vague 1 du BPF. La question de l'emploi intervient encore largement en tête des problèmes classés comme les plus importants, suivie mais de loin par deux autres problèmes de nature socio-économique : les inégalités sociales et la hausse des prix. Ce palmarès des trois problèmes qui préoccupent le plus les Français est obtenu parmi une liste de onze comptant des sujets comme l'immigration (citée en premier problème par 8.2%) ou encore la sécurité des biens et des personnes (7.6%). Il se maintient lorsque l'on considère le problème cité en second par ordre d'importance par les Français, la hausse des prix passant à ce moment là en seconde position et l'emploi restant de loin en tête. Cumulées, les réponses situant la question de l'emploi en premier problème et en second problème pour la France représentent 50,3% des répondants ; en d'autres termes un répondant sur deux cite l'emploi comme problème le plus important ou le second plus important parmi une liste de onze.

**Tableau 11 : Les trois problèmes préoccupant le plus les Français (% en colonnes)**

	BPF Vague 1		BPF Vague 2	
	Cité en premier	Cité en second	Cité en premier	Cité en second
Emploi	38.1	18.0	32.9	17.4
Inégalités sociales	10.6	10.2	12.5	10.2
Hausse des prix	10.0	12.9	11.1	13.2

*BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.*

**Cette préoccupation pour l'emploi traverse toutes les couches de la société** comme le montre le tableau 12 : les femmes, les employés, les ouvriers, ceux qui sont faiblement dotés en diplômes et bien sûr ceux qui sont à la recherche d'un emploi (taux le plus élevé) se déclarent les plus préoccupés par la question de l'emploi.

**Tableau 12 : La préoccupation pour la question de l'emploi selon les variables sociodémographiques (% en lignes)**

	Emploi cité comme premier problème
<b>Genre</b>	
Hommes	28.6
Femmes	36.9
<b>Profession</b>	
Agriculteurs	30.9
Commerçants et artisans	22.8
Cadres supérieurs	28.5
Professions intermédiaires	29.0
Employés	38.9
Ouvriers	34.5
<b>Situation professionnelle</b>	
Emploi	32.2
Chômage	42.2
Retraite	32.2
Au foyer	40.4
Elèves, étudiants	26.7
<b>Diplôme</b>	
Sans diplôme, certificat d'études	35.5
BEPC, CAP, BEP	34.6
Baccalauréat	26.0
Bac + 2	33.8
> Bac + 2	26.1
<b>Age</b>	
18-24 ans	30.9
25-34 ans	30.1
35-49 ans	33.9
50-64 ans	33.8
> 65 ans	34.3
<b>Moyenne</b>	<b>32.9</b>

*BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.*

Les variations selon les milieux socioprofessionnels étant fortes, il nous faut reprendre les questions posées dans la seconde partie de ce rapport : les chômeurs sont-ils, du point de vue de l'importance qu'ils accordent au problème du chômage, marqués par leur situation du moment (être au chômage) ou bien par leur appartenance de plus longue durée à un milieu social ?

Pour trancher entre ces deux interprétations, nous avons construit un tableau permettant de comparer les deux types d'effets. Le tableau 13 montre très clairement, sans doute le plus clairement depuis le début de nos analyses, la présence d'un « effet chômage ». Celui-ci annule quasiment les effets de l'appartenance socioprofessionnelle comme le montre la seconde colonne du tableau.

**Tableau 13 : La préoccupation pour les questions de l'emploi (cité en premier) selon la profession et la situation vis-à-vis de l'emploi (% en lignes)**

	Actifs	Chômeurs	Moyennes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	29	50	<b>28.5</b>
Professions intermédiaires	28	41	<b>29</b>
Employés	40	44	<b>39</b>
Ouvriers	31	43	<b>34.5</b>
<b>Moyenne</b>	<b>32</b>	<b>42</b>	

*BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.*

En revanche, le degré de politisation des répondants ne fait pas varier l'importance accordée à l'emploi comme premier problème cité pour la France : 31% de ceux qui se déclarent « beaucoup » et « assez » intéressés par la politique, 32% de ceux qui déclarent « tout à fait » et « plutôt » prêts à manifester, 32% de ceux qui se déclarent « très » et « assez » proches d'un parti politique indiquent cette question en premier, exactement la valeur que l'on constate en moyenne dans l'échantillon. Les indicateurs de confiance dans l'avenir font varier un peu plus la préoccupation pour la question de l'emploi sans que ces variations soient très importantes : parmi ceux qui déclarent que le résultat de la prochaine élection présidentielle va permettre d'améliorer les choses en France, 35% indiquent que l'emploi est le premier problème par ordre d'importance, 34% parmi ceux qui se déclarent « assez » ou « très » pessimistes sur la situation économique du pays dans les six prochains mois. Mais l'opinion sur l'ouverture de la

France face à la mondialisation (la France doit-elle davantage s'ouvrir ou davantage se protéger ?) ne se traduit pas par une plus grande sensibilité aux questions d'emploi.

Des variations plus significatives sont associées aux positionnements politiques des répondants. On peut faire l'hypothèse que la préoccupation déclarée pour l'emploi véhicule également des attitudes politiques orientées selon que l'on défend ou que l'on conteste l'action du gouvernement en place. C'est la raison pour laquelle le tableau 14 ne porte que sur les opinions émises par ceux qui se situent politiquement à gauche ou jugent négative l'action du gouvernement de Dominique de Villepin. Ceux qui soutiennent cette action ou qui se situent politiquement à droite, déclarent en effet moins souvent la question de l'emploi comme première parmi les problèmes de la France (26% parmi ceux qui se rangent à droite, toutes nuances confondues sur l'échelle gauche-droite ; 29% parmi ceux qui déclarent faire confiance à la droite pour gouverner la France dans les prochaines années ; 30% parmi ceux qui se déclarent proches d'un parti politique de droite ; 32% néanmoins quand même parmi ceux qui jugent positive l'action du gouvernement).

**Tableau 14 : La préoccupation pour la question de l'emploi au sein des familles politiques de la gauche (% en lignes)**

	Emploi cité comme premier problème
<b>Proximité partisane</b>	
Extrême-gauche	42.1
Gauche	35.1
<b>Position sur l'échelle gauche-droite</b>	
Très à gauche	34.1
A gauche	38.1
<b>Confiance dans la gauche pour gouverner dans les prochaines années</b>	39.0
<b>Jugement sur l'action du gouvernement de Dominique de Villepin</b>	34.5
Très et assez négative	33.3
<b>Opinion sur le CPE</b>	
Plutôt opposés	33.9
Tout à fait opposés	34.6
<b>Moyenne</b>	<b>32.9</b>

*BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.*

C'est parmi ceux qui se déclarent proches d'un parti d'extrême gauche que la question arrive le plus en tête des problèmes cités en premier, ainsi que parmi ceux qui se positionnent à gauche sur l'échelle gauche-droite ou qui déclarent faire confiance à la gauche pour gouverner dans les années à venir.

Un point particulièrement intéressant doit être souligné pour prolonger ces analyses : malgré l'ampleur de la défiance vis-à-vis du système politique que nos données attestent (64% qui ne font confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner dans les années qui viennent), les répondants qui ne se situent ni à gauche ni à droite ne manifestent pas une plus forte propension à déclarer une préoccupation vis-à-vis de l'emploi : on observe parmi ceux qui déclarent ne faire confiance ni à la gauche ni à la droite pour gouverner dans les années qui viennent, parmi ceux qui ne se classent ni à gauche ni à droite ou encore parmi ceux qui ne déclarent aucune proximité partisane la même proportion que parmi l'ensemble de l'échantillon. Nos données ne valident donc pas l'hypothèse que l'électorat désorienté vis-à-vis des deux grandes familles politiques est un électorat avant tout préoccupé par l'emploi et le chômage pour lesquels il renverrait dos à dos la gauche et la droite. Les données dont nous disposons ne permettent pas de développer cette idée car il nous manque un indicateur de confiance dans les partis pour s'occuper du chômage. On ne constate enfin, aucune variation relative à l'importance accordée aux questions d'emploi lorsque l'on introduit dans l'analyse les échelles d'attitudes qui mesurent les valeurs des répondants vis-à-vis du libéralisme économique, de l'ouverture et de l'universalisme.

### *Les perceptions contrastées de la baisse du chômage*

L'une des évolutions les plus significatives des données du BPF entre sa première et sa seconde vague concerne la question de la baisse du chômage. Si l'on compare les deux premières colonnes du tableau 15, on voit une augmentation très sensible du nombre de ceux qui déclarent qu'en France le chômage a baissé ces derniers mois : près de 17 points de pourcentages. Il s'agit là incontestablement d'une donnée très significative. On peut se poser la question de savoir si cette perception est une opinion répandue au sein d'un « public captif » ou si elle s'est installée dans de nombreux segments du pays. Remarquons, puisque les données du BPF le permettent, que cette perception est d'autant plus élevée que l'on regarde régulièrement les informations télévisées et notamment les JT de TF1. Nous ne prolongeons pas ces analyses puisqu'un autre rapport analyse en détail les effets de persuasion liés aux médias. Remarquons également la très importante différence de perception selon que l'on considère le chômage en France en général ou le lieu où l'on habite. Dans ce dernier cas, c'est le sentiment que les



choses ne bougent pas qui l'emporte très largement. Il restera d'ailleurs à prolonger ces analyses par la prise en compte des dimensions contextuelles du chômage.

**Tableau 15 : L'évolution de la perception de chômage (% en colonnes)**

	Opinions sur l'évolution du chômage ces derniers mois		
	BPF Vague 1 (« en France »)	BPF Vague 2 (« en France »)	BPF Vague 2 (« là où vous habitez »)
Au augmenté	47.6	30.5	27.6
Est resté stable	29.4	29.7	52.1
A diminué	23.0	39.7	20.3

*BPF, Vague 1 et 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.*

Plus fondamentalement, les tableaux 16 à 19 montrent à quel point la perception de l'évolution du chômage est sociologiquement et politiquement segmentée. Cette perception, qu'il s'agisse de la situation nationale ou locale, est très fortement liée au fait d'être un homme ou une femme, à la profession exercée, à la situation vis-à-vis du marché du travail et à l'âge. Elle est également fortement sous emprise politique comme l'attestent les niveaux très bas de perception d'un chômage en baisse dans l'univers de la gauche. En d'autres termes, il reste de très nombreux segments de la population qui, au-delà d'une reconnaissance en moyenne d'une baisse du chômage, ne sont pas convaincus de la réalité du phénomène.

**Tableau 16 : Opinion sur la baisse du chômage en France selon des variables sociodémographiques (% en lignes)**

	le chômage a diminué ces derniers mois en France (« un peu » et « beaucoup »)
<b>Genre</b>	
Hommes	45.1
Femmes	35.1
<b>Profession</b>	
Agriculteurs	56.0
Commerçants et artisans	46.8
Cadres supérieurs	56.5
Professions intermédiaires	43.2
Employés	33.9
Ouvriers	32.3
<b>Situation professionnelle</b>	
Emploi	38.7
Chômage	27.5
Retraite	43.6
Au foyer	37.5
Elèves, étudiants	40.8
<b>Diplôme</b>	
Sans diplôme, certificat d'études	36.6
BEPC, CAP, BEP	37.4
Baccalauréat	43.3
Bac + 2	50.0
> Bac + 2	46.2
<b>Age</b>	
18-24 ans	42.9
25-34 ans	40.1
35-49 ans	34.8
50-64 ans	39.0
> 65 ans	45.0
<b>Moyenne</b>	<b>39.7</b>

*BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.*

**Tableau 17 : Opinion sur la baisse du chômage là où l'on habite selon des variables sociodémographiques (% en lignes)**

	le chômage a diminué ces derniers mois là où vous habitez (« un peu » et « beaucoup »)
<b>Genre</b>	
Hommes	21.9
Femmes	18.7
<b>Profession</b>	
Agriculteurs	20.2
Commerçants et artisans	19.9
Cadres supérieurs	28.0
Professions intermédiaires	20.0
Employés	17.3
Ouvriers	18.8
<b>Situation professionnelle</b>	
Emploi	18.5
Chômage	14.6
Retraite	24.1
Au foyer	17.2
Elèves, étudiants	32.5
<b>Diplôme</b>	
Sans diplôme, certificat d'études	19.1
BEPC, CAP, BEP	17.5
Baccalauréat	20.9
Bac + 2	21.5
> Bac + 2	33.7
<b>Age</b>	
18-24 ans	26.5
25-34 ans	19.5
35-49 ans	16.0
50-64 ans	19.4
> 65 ans	24.3
<b>Moyenne</b>	<b>20.3</b>

*BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.*

**Tableau 18 : Opinion sur la baisse du chômage en France au sein des familles politiques de la gauche (% en lignes)**

	<b>le chômage a diminué ces derniers mois en France (« un peu » et « beaucoup »)</b>
<b>Proximité partisane</b>	
Extrême-gauche	21.7
Gauche	30.8
<b>Position sur l'échelle gauche-droite</b>	
Très à gauche	17.5
A gauche	30.6
<b>Confiance dans la gauche pour gouverner dans les prochaines années</b>	32.1
<b>Jugement sur l'action du gouvernement de Dominique de Villepin</b>	
Très et assez négative	27.3
<b>Opinion sur le CPE</b>	
Plutôt opposés	37.6
Tout à fait opposés	25.6
<b>Moyenne</b>	<b>39.7</b>

*BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.*

**Tableau 19 : Opinion sur la baisse du chômage là où l'on habite au sein des familles politiques de la gauche (% en lignes)**

	<b>le chômage a diminué ces derniers mois là où vous habitez (« un peu » et « beaucoup »)</b>
<b>Proximité partisane</b>	
Extrême-gauche	17.5
Gauche	17.2
<b>Position sur l'échelle gauche-droite</b>	
Très à gauche	10.1
A gauche	16.9
<b>Confiance dans la gauche pour gouverner dans les prochaines années</b>	17.2
<b>Jugement sur l'action du gouvernement de Dominique de Villepin</b>	
Très et assez négative	14.0
<b>Opinion sur le CPE</b>	
Plutôt opposés	15.5
Tout à fait opposés	13.0
<b>Moyenne</b>	<b>20.3</b>

*BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs.*

## Conclusions

Dans un ouvrage qui a marqué la réflexion sur le sujet, Dominique Schnapper indiquait, en 1981<sup>2</sup> que deux facettes du chômage pouvaient s'exprimer dans l'expérience subjective des chômeurs : un « chômage total » vécu comme stigmaté marquant les attitudes sociales et politiques et un « chômage inversé » conduisant une partie des chômeurs à remettre en cause les valeurs du travail. Les données que nous observons un quart de siècle plus tard attestent d'un changement très net dans ce domaine. L'expérience du « chômage total » semble toujours concerner la part la plus importante des chômeurs mais elle s'est transformée : **l'ampleur du chômage de masse en France et plus encore sa durée dans le temps a « banalisé » l'expérience sociale que la perte d'emploi constitue.** Les actifs d'aujourd'hui ont en partie intégré qu'ils peuvent être les chômeurs de demain et l'on trouve dans nos données de **nombreuses continuités entre attitudes politiques des actifs et des chômeurs. Ce sont les attitudes en termes de valeurs et de systèmes d'attitudes qui semblent le plus sensibles à la modification de la situation vis-à-vis de l'emploi** : le clivage « ouvert/fermé » joue davantage que les autres dans plusieurs cas de figure repérés au cours de ce rapport.

L'absence de spécificités marquées des chômeurs en termes de revendications politiques et de modes d'expression de ces revendications est de ce point de vue tout à fait parlante comme le montre le tableau suivant.

---

<sup>2</sup> Dominique Schnapper. *L'épreuve du chômage*, Gallimard, Paris, 1981 (deuxième édition, 1994).

**Tableau 20 : Chômage, activité et moyens préférés pour exercer une influence sur les décisions prises en France (% en lignes)**

	Faire grève	Manifester	Voter aux élections
Chômeurs anciens cadres	11	16	63
Cadres en activité	9	15	62
<hr/>			
Chômeurs anciens intermédiaires	13	21	47
Intermédiaires en activité	14	17	59
<hr/>			
Chômeurs anciens employés	14	15	57
Employés en activité	13	16	57
<hr/>			
Chômeurs anciens ouvriers	13	20	49
Ouvriers	18	19	50
Moyenne	11.7	15.7	58.9

*BPF, Vague 2. Données pondérées. Les non-réponses ont été exclues des calculs. Les pourcentages de somme ne sont pas à 100 car les répondants avaient le choix entre 6 modalités d'action politiques, dont seules les 3 plus fréquentes sont ici mentionnées.*

**Il n'y a pas de liaison très forte entre le vécu du chômage et des comportements d'action collective comme faire grève ou manifester.** On peut penser que la stigmatisation qui est associée à une incidence forte du chômage sur l'identité peut avoir des effets contradictoires sur cette capacité à formuler des revendications : elle peut aussi bien la stimuler en alimentant un sentiment de révolte à l'égard des images négatives qui sont associées à la situation des chômeurs, que l'annihiler par la crainte d'alimenter ces images négatives. Autrement dit, les chômeurs ne sont fondamentalement différents des actifs en matière de moyens préférés pour revendiquer.

A l'autre bout de la chaîne, il n'est pas du tout sûr qu'existe encore dans la société française d'aujourd'hui (comme le reconnaît d'ailleurs Dominique Schnapper dans l'avant-propos de la nouvelle édition de son livre en 1994), des attitudes qui inversent le sens de l'expérience du chômage en en faisant une valeur « positive » au nom des valeurs de la « contre-culture » et de la remise en cause de la société du travail. Nos analyses montrent au contraire que l'expérience du chômage trouve ses matrices

d'interprétation dans deux grands courants : soit à travers le prolongement, en dépit du chômage, des perceptions et systèmes d'attitudes préalablement constitués ; soit dans le renforcement de certains éléments de ces systèmes de valeurs et notamment dès lors qu'il s'agit d'attribuer à des phénomènes ou à des groupes les causes du « chômage de masse ».

Il est dès lors incontestable que la question de l'emploi et du chômage va constituer à nouveau en 2007 un élément important de structuration du débat public et de controverses pendant la campagne électorale. Quelque soient les événements qui marqueront cette campagne électorale et les évolutions dans l'importance accordée à d'autres dimensions qui préoccupent les Français (insécurité et délinquance, contexte international), emploi et chômage resteront de manière explicite ou sous-jacente des questions sur lesquelles les électeurs attendent des réponses. Sans doute sont-ils « dépités » vis-à-vis des acteurs du jeu politique et méfiants quant aux promesses en matière de lutte contre le chômage : ils n'en restent pas moins fortement préoccupés par cette question et en attente.

Bruno Cautres et Sylvain Brouard